



17/11/2020

Audience à l'Elysée



Suite à notre courrier du 19 octobre adressé au Président de la République, votre fédération a été reçue ce mardi par Monsieur STRZODA, Directeur de Cabinet du chef de l'Etat.

Notre discours a d'abord porté sur la protection et la sécurité de tous les agents publics, notamment pour les forces de sécurité, les enseignants ou les personnels hospitaliers pour ne citer qu'eux.

La certitude d'une véritable sanction doit devenir la règle après chaque atteinte à leur intégrité !

Nous avons ensuite fait part de nos vives inquiétudes sur le désarroi constaté chez les agents des services publics. Alors qu'ils incarnent la République et ses valeurs, ils doivent être protégés par leur employeur qui doit s'engager pleinement à leurs côtés. Pour certains d'entre eux la foi dans leur métier s'étiolle de manière inquiétante...

Pour Monsieur STRODZA, trois réponses doivent être apportées à l'ensemble de ces éléments :

- Une réponse juridique avec un suivi effectif de la peine effectivement prononcée (ce qui rejoint l'idée d'observatoire de la réponse pénale portée par ALLIANCE PN)
- Une réponse législative avec des lois davantage protectrices (discussions actuelles sur le projet de loi de sécurité globale et début 2021 sur le projet de loi contre le séparatisme)
- Une réponse managériale avec une présence plus forte des chefs de service auprès des agents. Il évoque notamment l'Education Nationale.

Nous avons évoqué ensuite notre inquiétude sur le manque d'attractivité des métiers « services publics ». Le « fonctionnaire bashing » doit cesser. Notre interlocuteur répond que c'est une préoccupation majeure du Président de la République. Il y va de l'avenir des services de l'Etat !

Un focus a également été porté sur l'hospitalière. La gestion financière prime sur la gestion humaine et la crise n'a fait qu'accentuer ce phénomène. Le Directeur de Cabinet estime qu'il faut reconstruire l'hôpital, davantage décentraliser les décisions et mieux travailler avec les partenaires sociaux.

Monsieur STRZODA s'est montré très à l'écoute de nos préoccupations et propositions.

En conclusion, nous demandons des décisions fortes et rapides pour que TOUS les agents se sentent à la fois protégés et reconnus par l'Etat !

Les leviers existent (législatif, mesures sociales, dialogue social avec les partenaires sociaux ...),

ILS DOIVENT ETRE ACTIONNES TRES VITE !

**LA FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS
LA FORCE DE L'ACTION !**

Services Publics CFE-CGC - 15/17 rue Beccaria - 75012 Paris
01.44.70.65.90 fonctionspublics@cfecgcfp.org www.cfecgcfp.org